

Partis politiques après le 8 août

Ambiance sceptique

Alors que le pouvoir crie au désastre face à la dernière tentative de renversement du régime, fomentée (selon lui) par des officiers supérieurs des forces armées contre lui, les partis politiques, eux, se divisent, comme il fallait s'y attendre, en deux groupes constitués de pro et opposants au régime.

Les premiers, dont essentiellement ceux de la majorité présidentielle, emboîtent le pas au pouvoir en condamnant avec énergie le prétendu putsch, alors que les seconds font porter le chapeau au pouvoir qui, eux, "ne laisse aucune alternative pour une issue pacifique à la crise multidimensionnelle que traverse le pays". Entre les deux extrêmes s'activent certaines formations politiques et organisations de la société civile aux positions plus que mitigées.

La tentative présumée de putsch du 8 août dernier est diversement appréciée selon que l'on se situe du côté du pouvoir ou de l'opposition. Si pour le pouvoir il y a eu bel et bien une tentative de renverser, pour la plupart des dirigeants de l'opposition le vrai débat se situe ailleurs. Non seulement ils émettent des doutes sur le bien fondé de la prétendue tentative, mais ils font porter au pouvoir la responsabilité de la situation de crise qui aurait entraîné les auteurs du putsch dans une telle aventure. C'est la position de l'Alliance populaire Progressiste (APP), de SAWAB et du Parti de la Convergence démocratique (PCD, non reconnu). Cette posi-

tion est aussi celle de l'Organisation Mauritanienne des droits de l'Homme (non reconnue) qui soutient que la tentative de putsch "est fictive". Le parti de l'Union des Forces Du Progrès (UFP), lui, rappelle qu'"il a toujours demandé au régime de s'ouvrir aux forces de l'opposition dans un dialogue fécond". Une position plus qu'évasive mais qui en dit long sur le malaise socio-politique et économique que traverse le pays. Le blocage politique latent et l'absence de toute perspective de sortie de crise ne peut que générer des situations chaotiques, dont le pouvoir demeure le principal responsable.

Pour le PRDS et les autres partis de la majorité présidentielle, le putsch ne serait que le fruit de l'analphabétisme civique et de l'illettrisme contre lesquels "le PRDS mène campagne", alors que l'UDP est surpris de constater que "ces lâches tentatives n'ont commencé qu'au moment où les contours de (notre) avenir se sont clairement dessinés déboussolant les ennemis de notre pays".

Reste que les positions des uns et des autres aussi divergentes soient elles, convergent tout de même pour attester d'une chose: le pays se trouve dans une crise politique sans précédent. Une crise que personne n'est en droit d'ignorer puisqu'il y va de la survie de ce pays.